

# Draguet-Sleurs: le conflit est déclaré

**Musées** Le directeur des Beaux-Arts sort du bois face aux projets esquissés par la secrétaire d'Etat.

Dès son arrivée comme secrétaire d'Etat à la Politique scientifique Elke Sleurs (N-VA) avait émis de vives critiques contre Michel Draguet, directeur du musée des Beaux-Arts à Bruxelles. Mais le conflit, jusqu'ici feutré, est maintenant public. En vue d'une évaluation de Draguet, Sleurs a demandé un audit de sa gestion, audit que Draguet conteste sur la forme et le fond. Samedi, le patron du musée des Beaux-Arts sortait de sa réserve et critiquait, dans la presse, la politique d'Elke Sleurs, suscitant une réaction immédiate de celle-ci. Le tout sur fond de craintes communautaires sur l'avenir des établissements scientifiques fédéraux.

Dans "L'Echo" et "De Tijd", Michel Draguet se disait "effrayé par la politique menée par Elke Sleurs et la manière brutale avec laquelle elle procède, sans concertation. J'étais là pour monter des projets, moderniser l'institution dans le respect des règles. Mais la poursuite des économies entamées sous la précédente législature et rendues encore plus dures par le gouvernement actuel s'apparente à une forme d'asphyxie lente des Musées royaux. Cette politique menace l'avenir de l'institution." L'idée évoquée par Elke Sleurs en décembre (on n'a plus de nouvelles depuis lors de cette note) de regrouper tous les différents musées fédéraux en un "cluster" très autonome avec le statut de société anonyme à finalité sociale l'inquiète car, par exemple, dit-il à "La Libre", "les bénéfices engrangés par un musée ne lui reviendront plus mais iront vers cette S.A. et la donation éventuelle d'une œuvre au musée n'ira plus à l'Etat fédéral mais à cette S.A."

## Pas de concertation

Il déplore aussi le manque de concertation : "Elle n'a effectué qu'une seule et rapide visite du musée en janvier 2015 et n'a

jamais assisté à nos vernissages". A plusieurs reprises, mais en vain, il a voulu l'alerter sur "l'impossibilité de replacer sérieusement le musée d'Art moderne dans les bâtiments actuels sur seulement 2 500m<sup>2</sup>". De plus, Elke Sleurs a demandé un audit de sa gestion aux Beaux-Arts et au Cinquantenaire à l'auditeur interne de Belspo (la politique scientifique), mais sans que jamais celui-ci ne rencontre Draguet, "contrairement à ce qu'imposent la déontologie et la législation en la matière" souligne celui-ci. Cet audit reprendrait, dit-on, des critiques sérieuses, mais "non étayées" répond déjà le patron des Musées royaux. "Ces éléments

m'inquiètent. Je comprends le président de la Cour de Cassation qui juge qu'en Belgique, nous sortons parfois de l'Etat de droit." Sur sa "loyauté" à l'égard de la ministre, il répond que "la loyauté d'un fonctionnaire ne va pas au politique. Je respecte et j'applique la décision politique car elle repose sur la démocratie. Ma loyauté va à l'Etat et à l'institution dont on m'a confié la direction."

## Deux poids, deux mesures

Comme d'autres directeurs des musées, il s'étonne que les institutions culturelles (Bozar, Monnaie, ONB) soient exemptées d'économies nouvelles, contrairement à eux, et cela uniquement parce qu'elles dépendent d'un autre ministre (Didier Reynders, MR). À ses yeux, le clivage centré sur l'argument économique ne tient pas : "Un gouvernement qui a des ambitions d'abord économiques pourrait tirer parti de la culture. Un euro investi chez nous rapporte 1,18 euro en recettes propres. On parle beaucoup de restaurer à l'étranger l'image de la Belgique et on nous oublie. Pourtant l'expo Magritte à Tokyo a fait 750 000 visiteurs et on va recommencer à Tokyo avec une expo Alechinsky. Les musées contribuent évidemment à restaurer l'image du pays. C'est ce que font tous les pays voisins et pas nous."

Michel Draguet vient d'être évalué en cours de mandat par René Delcourt, président de Belspo. Il devrait connaître son évaluation vers le 10 juillet. Et à

l'automne, il y aura une évaluation définitive qui décidera du renouvellement, ou non, du mandat de l'ensemble des directeurs généraux des Établissements scientifiques encore en fonction.

Alors sort-il aujourd'hui du bois de crainte d'être évincé cet été sur base de l'audit ? D'autant qu'il est l'objet déjà de certaines critiques internes et externes surtout depuis la fermeture du musée d'Art moderne ? Suit-il la stratégie de Laurent Ledoux, ex-président du SPF mobilité, qui s'était attaqué à Jacqueline Galant ? "Pas du tout. Je ne me situe pas dans un conflit de personne et je n'ai nulle intention de démissionner. Je serai même candidat à un nouveau mandat, mais comme 'commis de l'Etat', j'ai le devoir de protéger l'institution et son personnel dont j'assume la responsabilité. J'ai envie de dire aux politiques : 'utilisez au mieux l'intelligence des équipes qui sont d'un grand professionnalisme, utilisez nos institutions, tirez parti de nos succès pour relancer l'économie et rehausser l'image de la Belgique.'"

**Guy Duplat**

## Épingle

### De la "désinformation", selon Elke Sleurs

**Elke Sleurs a réagi** par un long communiqué. Elle "constate avec surprise et avec regret que M<sup>r</sup> Draguet propage de la désinformation et fait un procès d'intention envers la secrétaire d'Etat qui ne correspond absolument pas à la vérité". Elle se refuse à toute autre polémique directe et rappelle ce qu'elle a fait. En ce qui concerne la réforme des ESF (établissements scientifiques fédéraux) : "Soyons honnêtes, écrit-elle, les ESF manquent actuellement de capacité d'action pour pouvoir fonctionner selon les normes actuellement en vigueur. Une autonomie et une responsabilisation sont nécessaires pour une bonne gestion des établissements scientifiques fédéraux. C'est pourquoi je vais rendre les ESF autonomes. En échange de l'autonomie accrue, l'entité autonome devra se justifier par rapport aux résultats."